

gré à la présidence de son conseil, mais Votre Honneur admettra qu'il y avait extrême provocation de la part de nos vis-à-vis. Nous sommes très charitables. Nous avons peine à comprendre pourquoi le gouvernement a pu adopter comme politique de susciter le chômage. Il nous arrive de songer à cela de temps à autre. Nous aimons croire qu'il devait avoir une bonne raison pour faire du Canada la risée du monde entier.

Parlez à un ouvrier d'Allemagne ou de tout autre pays du chômage actuel au Canada, il ne comprendra rien du tout. C'est une chose qu'il ne peut comprendre. Quand vous lui dites que c'est le gouvernement élu par les Canadiens qui a provoqué cela délibérément, croyant qu'il agissait à bon escient, il ne vous suit plus. Ce ne sont pas que les ouvriers des pays où notre niveau de chômage est inconnu qui trouvent la chose difficile à comprendre. S'il m'arrive de faire remarquer à un chômeur de ma circonscription, en butte aux ennuis du chômage, que le gouvernement canadien en est la cause, il n'en croit rien. Les Canadiens sont portés à louer leurs gouvernements. Ils mettent leur confiance dans le gouvernement, c'est une chose à laquelle ils tiennent. Ils refusent de croire que le gouvernement fédéral ferait une chose aussi terrible. En fait, le gouvernement a manqué à sa parole à leur égard. Le gouvernement dans lequel ils avaient mis leur confiance n'en était pas digne. Ils en ont la preuve.

Nous devons aller plus loin, savoir pourquoi le gouvernement s'imagine qu'il est nécessaire de susciter le chômage et pourquoi l'inflation lui semble un problème si terrible, surtout à une époque où tous les pays en font chez eux l'expérience. Tous les témoignages possibles ont été soumis au gouvernement par les comités de la Chambre des communes et les économistes indépendants chez nous. Presque tous les gens qui ont examiné ce problème ont signalé au gouvernement qu'il y avait une limite dans les moyens à prendre pour enrayer l'inflation.

• (9.20 p.m.)

Il est à peu près impossible pour un pays d'avoir un meilleur bilan, en matière d'inflation, que ses associés commerciaux. Il est évidemment possible d'avoir une meilleure fiche si nous voulons en payer le prix, et le prix est horrible si l'on considère ses effets sur la vie des particuliers. Le présent gouvernement a consenti à payer ce prix. Il a rejeté tous les conseils qui lui ont été donnés. Il a rejeté les conclusions des comités de la Chambre qui ont examiné la question de l'inflation et il a suivi sa propre idéologie...

Une voix: Idiotie.

M. Saltsman: L'expression est peut-être juste. Il existe au Canada une légende que le gouvernement a acceptée parce qu'elle est appuyée par des amis, par ceux qui le tiennent au pouvoir et l'appuient à l'échelon supérieur. Parce que nous sommes une nation exportatrice, dit-on, nous devons avoir un certain nombre de chômeurs car, après tout, le chômage est le fouet, la discipline de la main-d'œuvre, et sans chômage, la main-d'œuvre se rebellerait et nous ne pourrions exporter nos marchandises; sans un tel contrôle, nos prix pourraient soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

M. Mahoney: Est-ce votre politique, ou celle de quelqu'un d'autre?

M. Saltsman: C'est le genre de politique que vous appliquez.

M. Mahoney: Je ne la reconnais pas.

M. Saltsman: Les exportateurs de matières premières veulent qu'il y ait du chômage au Canada. Cela leur profite. Car en fin de compte, leur succès ne dépend pas de la prospérité du pays; ce qu'ils veulent, c'est la prospérité dans d'autres pays. Ils veulent des emplois dans d'autres pays, mais le chômage chez eux. Cela n'est pas vrai pour toutes les industries. Beaucoup d'entre elles dépendent du pouvoir d'achat des salariés; si les salariés sont en chômage, elles ne peuvent pas leur vendre leurs produits ou leurs services.

Mais il y a un groupe d'exportateurs, je crois, qui impose ses vues au gouvernement. Ce groupe assimile la prospérité du pays aux exportations de matières premières, et je crois que cette opinion prévaut. C'est l'une des attitudes auxquelles il faut faire échec. Même le ministre des Finances (M. Benson) s'est dit inquiet dans un discours prononcé l'autre soir, comme le relate le journal de ce matin, que l'exportation de nos matières premières puisse nuire à notre industrie de fabrication; il s'inquiète de voir qu'elle ne se développe pas comme elle le devrait. La raison en est évidente. C'est le favoritisme manifesté envers les industries d'extraction. Que le gouvernement le nie s'il le peut.

Quand la Commission Carter a suggéré que nous traitions avec moins d'égards nos industries minières, pétrolières et gazières, le gouvernement a reculé dans son livre blanc. Avant que le comité qui examinait le livre blanc ait pu présenter son rapport, le gouvernement a de nouveau fait marche arrière et, de ce fait, les industries extractives ont conservé les privilèges dont elles avaient toujours joui. Il n'est pas possible de stimuler un secteur de l'économie sans nuire à certains égards à un autre. Néanmoins, le gouvernement a continué à favoriser les industries d'extraction et à tout leur accorder. Si par suite de ces politiques, les industries d'extraction étaient demeurées entre les mains de Canadiens ou si elles avaient favorisé sensiblement l'expansion de notre économie, on aurait pu excuser ou comprendre. Mais tel n'est pas le cas.

Ces industries n'ont pas versé toute leur tranche d'impôts, comme l'a bien prouvé l'ancien ministre des Finances, l'honorable Walter Gordon, dans son ouvrage *Choice for Canada*. Le rapport de la Commission Carter a démontré qu'elles n'avaient pas payé leur part pour ce qui est des frais sociaux, comme le prouvent les lotissements abandonnés et les employés injustement traités, ni pour ce qui est des emplois à fournir en nombre suffisant à la population active croissante.

On a beaucoup parlé aujourd'hui du chômage. Plusieurs de mes amis ont fait des suggestions quant aux mesures à prendre pour y remédier; donc, le débat n'a pas été entièrement négatif. J'espère sincèrement que d'une façon quelconque certaines de ces suggestions finiront par entrer dans la tête des vis-à-vis, qu'un certain sentiment humain leur permettra de se rendre compte que le chômage est le plus grand mal dont souffre notre société et que nous ne parviendrons pas à résoudre nos